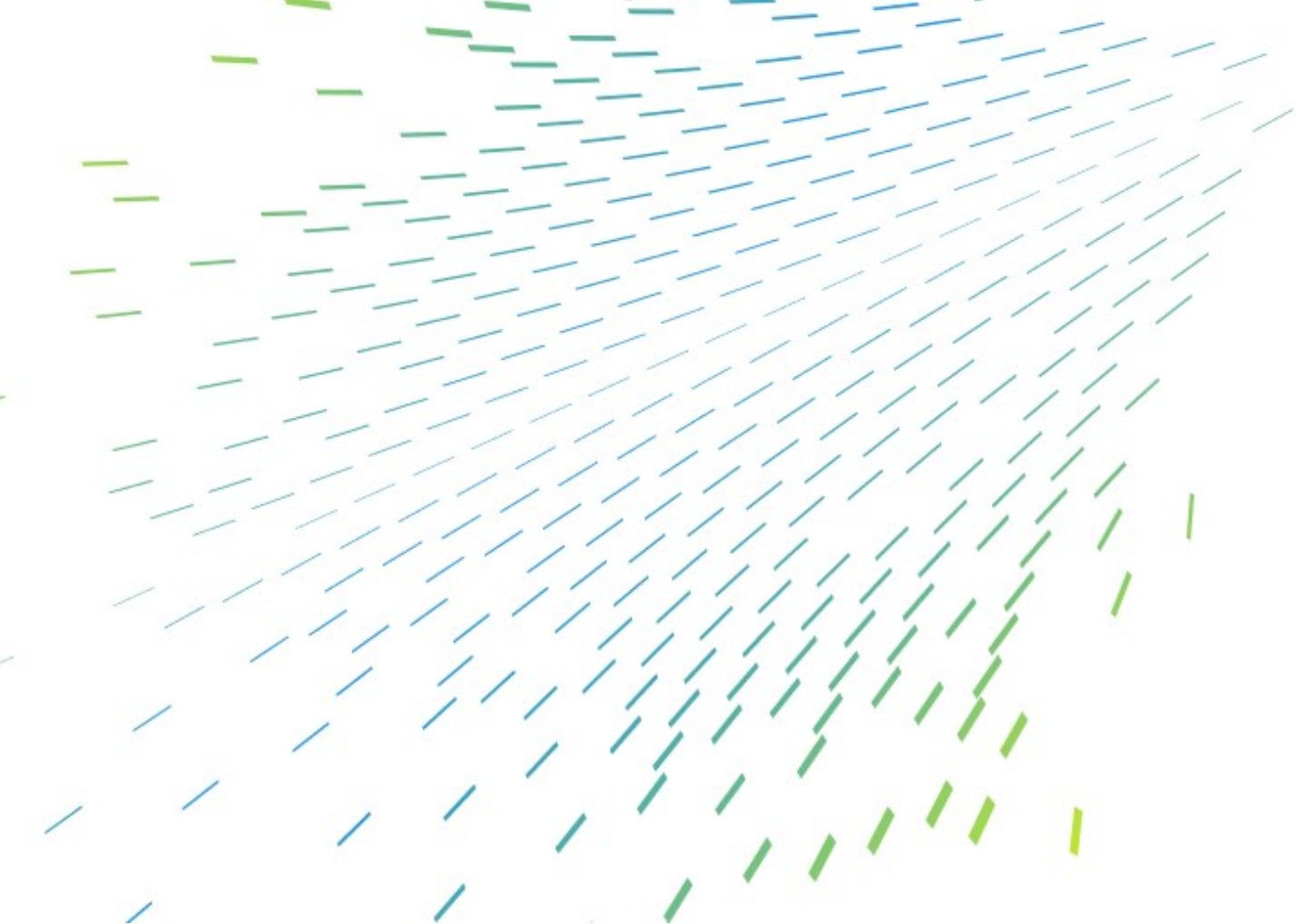




Alithya

Rapport de gestion
de Groupe Alithya inc.

Trimestre clos le
30 juin 2026

Table des matières

	Page
1. Mode de présentation	2
2. Énoncés prospectifs	2
3. Survol de l'entreprise	4
4. Plan d'affaires stratégique	7
5. Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières	9
6. Faits saillants	13
7. Résultats d'exploitation	16
7.1. Revenus	17
7.2. Marge brute	19
7.3. Charges d'exploitation	19
7.4. Autres résultats nets et charges	21
7.5. (Perte nette) bénéfice net et (perte) bénéfice par action	22
7.6. Bénéfice net ajusté et bénéfice net ajusté par action	23
7.7. Informations sectorielles	24
7.8. BAIIA et BAIIA ajusté	27
8. Nouveaux contrats et carnet de commandes	28
9. Situation financière	29
10. Liquidité et ressources en capital	30
10.1. Tableaux consolidés des flux de trésorerie	30
10.2. Flux de trésorerie – activités d'exploitation	30
10.3. Flux de trésorerie – activités d'investissement	31
10.4. Flux de trésorerie – activités de financement	31
10.5. Ressources en capital	32
10.6. Dette à long terme et dette nette	33
10.7. Obligations contractuelles	35
10.8. Arrangements hors bilan	35
11. Capital-actions	35
11.1. Offre publique de rachat dans le cours normal des activités	35
12. Résumé sur huit trimestres	36
13. Estimations comptables critiques	37
14. Modifications aux normes comptables en vigueur pour l'exercice clos le 31 mars 2027	37
15. Nouvelles normes comptables et interprétations publiées, mais non encore entrées en vigueur	38
16. Risques et incertitudes	39
17. Évaluation par la direction des contrôles et procédures de communication de l'information et du contrôle interne à l'égard de l'information financière	40

1. Mode de présentation

Le présent rapport de gestion passe en revue les résultats d'exploitation, la situation financière et les flux de trésorerie de Groupe Alithya inc. pour le trimestre clos le 30 juin 2026. Dans le présent rapport de gestion, les termes « Alithya », « Société », « Groupe », « nous », « nos » ou « notre » renvoient à Groupe Alithya inc. et à ses filiales ou à l'une ou l'autre d'entre elles, selon le contexte. Le présent document doit être lu parallèlement aux informations présentées dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires et les notes afférentes pour les trimestres clos les 30 juin 2026 et 2025 (les « états financiers du premier trimestre »), ainsi que dans les états financiers consolidés et audités et le rapport de gestion pour les exercices clos les 31 mars 2026 et 2025. Ces documents ainsi que la notice annuelle de la Société et l'information supplémentaire portant sur ses activités se trouvent dans le profil de la Société sur le site Web du Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (« SEDAR+ »), à l'adresse www.sedarplus.ca, ainsi que sur le site Web de l'Electronic Data Gathering, Analysis, and Retrieval system (« EDGAR »), à l'adresse www.sec.gov.

Aux fins de présentation de l'information, la Société a dressé les états financiers du premier trimestre en dollars canadiens, en conformité à IAS 34, *Information financière intermédiaire*, qui figure aux Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards, ou « IFRS ») établies par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Dans le présent rapport de gestion, sauf indication contraire, tous les montants en dollars (« \$ ») sont exprimés en dollars canadiens, et toute mention du symbole « \$ US » désigne le dollar américain. Les écarts, les ratios et les variations en pourcentage dans le présent rapport de gestion ont été établis d'après des chiffres non arrondis.

Le présent rapport de gestion comporte des mesures financières conformes et non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique 5 intitulée « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières ». Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder en raison de l'arrondissement des chiffres. La mention « sans objet » (« s.o. ») signale que la variation en pourcentage entre les chiffres de l'exercice en cours et ceux de l'exercice précédent est soit négligeable, soit supérieure à 1 000 %.

Sauf indication contraire, lors de la préparation du présent rapport de gestion, la Société a tenu compte de l'information disponible jusqu'au 12 août 2026, soit la date à laquelle le conseil d'administration de la Société (le « Conseil ») a approuvé le présent rapport de gestion et les états financiers du premier trimestre.

2. Énoncés prospectifs

Le présent rapport de gestion contient certains renseignements et énoncés qui pourraient constituer de l'« information prospective » ou des « énoncés prospectifs » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables et de la loi américaine intitulée *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* et d'autres dispositions applicables portant sur les règles refuges américaines (collectivement, les « énoncés prospectifs »). Les énoncés prospectifs comprennent des renseignements et des énoncés qui ne se rapportent pas exclusivement à des faits historiques ainsi que les énoncés portant sur les intentions, les plans et les attentes de la direction à l'égard de la croissance, des résultats d'exploitation et du rendement futurs et des perspectives d'affaires d'Alithya, et d'autres énoncés portant sur la stratégie commerciale et les plans d'Alithya ou se rapportant à des caractérisations de situations ou d'événements futurs. Ces énoncés renferment souvent les termes et expressions « s'attend à », « anticipe », « entend », « prévoit », « planifie », « prédit », « croit », « cherche à », « estime », « peut », « doit », « fera », « veut », « est en mesure de », « possible »,

« maintient », « continue », « projette », « cible » ou d'autres termes ou expressions similaires ou des variantes de ceux-ci, ainsi que des verbes au futur ou au conditionnel, mais ce ne sont pas tous les énoncés prospectifs qui contiennent ces expressions et termes particuliers.

Les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion incluent des renseignements ou des déclarations portant notamment sur les éléments suivants : i) la capacité de la Société à générer des bénéfices suffisants pour soutenir ses activités; ii) la capacité de la Société à tirer parti des occasions d'affaires et à atteindre les objectifs fixés dans son plan stratégique couvrant les trois prochaines années; iii) l'aptitude de la Société à maintenir et à développer ses activités, notamment en élargissant l'étendue de sa gamme de services, en tirant profit des technologies d'intelligence artificielle (« IA »), de son empreinte géographique et de ses centres d'externalisation stratégique, de son expertise et de ses offres intégrées, et en concluant de nouveaux contrats et en perçant de nouveaux marchés; iv) la stratégie de croissance de la Société, ses activités futures et ses perspectives d'avenir, y compris ses attentes concernant les revenus futurs découlant des nouveaux contrats et du carnet de commandes et l'offre aux parties prenantes d'un rendement du capital investi; v) la capacité de la Société d'assurer le service de sa dette et de réunir des capitaux additionnels; vi) les estimations de la Société concernant son rendement financier, y compris ses revenus, sa rentabilité, ses coûts et ses charges, ses marges brutes, ses liquidités, ses ressources en capital et ses dépenses en immobilisations; vii) la capacité de la Société à identifier des cibles appropriées et à procéder à de telles acquisitions et à les intégrer, notamment à réaliser les synergies ou les économies de coûts qui en découlent; viii) la capacité de la Société à satisfaire aux attentes de ses parties prenantes, à les surpasser et à trouver un équilibre à cet égard; et (ix) la capacité de la Société à mener à bien un processus d'examen stratégique, y compris l'évaluation par la Société des options stratégiques et l'objectif y afférent de maximiser la valeur pour tous les actionnaires.

Les énoncés prospectifs visent uniquement à aider les investisseurs et les autres lecteurs à comprendre les objectifs, les stratégies et les perspectives d'affaires d'Alithya ainsi que son cadre d'exploitation prévu, et pourraient ne pas convenir à d'autres fins. Même si la direction estime que les attentes projetées dans les énoncés prospectifs d'Alithya étaient raisonnables à la date à laquelle ceux-ci ont été formulés, il n'en demeure pas moins que les énoncés prospectifs reposent sur des opinions, des hypothèses et des estimations établies par la direction et, par conséquent, qu'ils sont assujettis à divers risques et incertitudes et à d'autres facteurs, tant de nature générale que particulière, dont bon nombre sont indépendants de la volonté d'Alithya et qui pourraient faire en sorte que les événements ou les résultats réels diffèrent sensiblement de ceux qui sont estimés, projetés ou mentionnés, de façon expresse ou implicite, dans ces énoncés. Ces risques et incertitudes comprennent notamment ceux dont il est question à la rubrique intitulée « Risques et incertitudes » du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2026, ainsi que d'autres risques et incertitudes dont il est question dans les autres documents rendus publics par Alithya, y compris les documents déposés auprès des autorités en valeurs mobilières canadiennes et américaines de temps à autre et que l'on peut consulter sur SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.ca et sur EDGAR à l'adresse www.sec.gov. D'autres risques, incertitudes et facteurs dont Alithya n'a pas actuellement connaissance ou qu'elle juge négligeables, à l'heure actuelle, pourraient avoir une incidence défavorable significative sur sa situation financière, son rendement financier, ses flux de trésorerie, ses activités ou sa réputation.

Les énoncés prospectifs figurant au présent rapport de gestion sont visés par les présentes mises en garde et sont à jour uniquement à la date du présent rapport de gestion. Alithya décline expressément toute obligation de mettre à jour ou de modifier tout énoncé prospectif, ou les facteurs ou hypothèses sur lesquels reposent ces énoncés, que ce soit pour tenir compte de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou pour toute autre raison, à moins que les lois applicables l'y obligent. Les lecteurs sont priés de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisque les résultats réels pourraient différer considérablement de ceux-ci.

3. Survol de l'entreprise

Survol de l'entreprise

Avec des professionnels au Canada, aux États-Unis et à l'international, Alithya fournit des services-conseils technologiques en s'appuyant sur l'expertise approfondie en matière de stratégie et de transformation numérique. La Société guide ses clients et les aide à atteindre leurs objectifs d'affaires en tirant parti des dernières innovations, notamment des capacités centrées sur l'IA, et en faisant preuve d'excellence en déployant les technologies numériques.

L'expertise et l'intelligence collective d'Alithya ciblent trois principaux piliers : les stratégies d'affaires, la transformation organisationnelle et l'accompagnement technologique. Avec la collaboration au cœur du modèle d'affaires d'Alithya, les professionnels d'Alithya ciblent les applications technologiques optimales, notamment les solutions fondées sur l'IA, afin de fournir des services et des solutions pratiques en TI qui permettent de répondre aux enjeux d'affaires complexes de sa clientèle, qui est particulièrement concentrée dans les secteurs des services financiers, des assurances, des soins de santé, du manufacturier, de l'énergie et du gouvernement, et par ailleurs, dans d'autres secteurs comme ceux de l'enseignement supérieur, des télécommunications, du transport et de la logistique, des services professionnels, du génie, de la construction et du commerce de détail. En mettant au point des solutions et des services propres à bon nombre de ces secteurs, qui peuvent être déployés grâce à un modèle de prestation à l'échelle mondiale, Alithya cherche à aider les entreprises à résoudre les difficultés particulières auxquelles elles sont confrontées au sein de leur secteur d'activité respectif et à accélérer la rentabilisation des investissements en technologie de ses clients.

Offre de services

L'expertise d'Alithya reposant sur ses principaux piliers, laquelle est offerte dans chacun de ses secteurs à présenter, comprend :

- **Stratégies d'affaires** : Alithya fournit des services-conseils en matière de stratégie numérique, de performance organisationnelle, de cybersécurité, d'architecture d'entreprise et de gestion du changement. Les résultats dans ce domaine incluent le perfectionnement des processus d'affaires pour mieux parer aux éventualités qui guettent réellement les entreprises, renforcer la sécurité de systèmes pour prévenir les cyberattaques, migrer des applications cruciales et des données vers l'infonuagique, déterminer l'architecture d'entreprise optimale pour atteindre les résultats escomptés, élaborer des stratégies de gestion du changement et faciliter la planification de projets, tant sur le plan de la sélection de logiciels et des feuilles de route stratégiques que de la composition des équipes de mise en œuvre Agile ou Scrum.

- Transformation organisationnelle : Alithya a acquis de l'expérience dans la transformation organisationnelle et la mise en œuvre d'applications d'entreprise, qu'il s'agisse de planification des ressources de l'entreprise (ERP), de gestion de la chaîne d'approvisionnement (SCM), de gestion de la performance d'entreprise (EPM), de gestion de la relation client (CRM) ou de gestion du capital humain (HCM). En tablant sur l'IA et l'apprentissage automatique, la Société offre en outre des solutions et des services transformationnels ayant trait aux infrastructures infonuagiques, au développement d'applications personnalisées, à la modernisation des systèmes patrimoniaux et des ordinateurs centraux, à l'ingénierie logicielle et de contrôle, aux données et à l'analytique ainsi qu'au traitement intelligent des documents. Non seulement Alithya permet-elle à ses clients de moderniser leurs applications d'entreprise au moyen de mises à niveau et en consolidant différents systèmes, mais elle les aide aussi à définir des écosystèmes technologiques, à envisager l'utilisation de l'IA à l'échelle de l'organisation et à mettre au point des applications qui répondent aux besoins uniques des clients.
- Accompagnement technologique : Alithya ouvre des voies durables pour générer de la valeur grâce à l'adoption du numérique et à la formation offerte, aux services gérés, à l'habilitation du changement et à l'ingénierie de la qualité. Ce faisant, elle est en mesure d'aller au-delà des services-conseils, de la mise en œuvre et du lancement des projets afin d'offrir une valeur continue, y compris par l'exploration de données au moyen de l'IA, pour en tirer d'importantes leçons permettant de prendre des décisions d'affaires plus éclairées plus rapidement; par la rentabilisation des investissements sur les projets numériques, en favorisant l'adoption et l'utilisation de la technologie; par le soutien aux clients sur le plan de la formation et de la fidélisation de leur personnel; par la mise au point d'une stratégie de gestion du changement doublée d'un plan d'habilitation au changement grâce auquel les aspirations se concrétisent; et, enfin, en offrant une méthode pour tester les mises à jour et les correctifs régulièrement et de manière uniforme avant de déployer tout nouveau logiciel.

Contexte concurrentiel

Les systèmes et les infrastructures numériques sont devenus des actifs stratégiques indispensables pour les entreprises. Ces actifs nécessitent des investissements continus et contribuent de plus en plus à stimuler la croissance de nos clients et leur permettent de se démarquer, surtout dans la mesure où nous sommes capables de leur proposer des solutions axées sur le client.

Par conséquent, les entreprises recherchent de plus en plus des solutions qui soutiennent leurs processus d'affaires et leur permettent de personnaliser leurs produits et services. Cet impératif canalise les efforts de transformation numérique et pousse les entreprises à aller plus loin que les systèmes de TI traditionnels en se tournant vers des technologies numériques infonuagiques adaptatives fondées sur l'IA qui sont à même de leur conférer rapidement de l'agilité, de l'extensibilité et de l'innovation.

Alors que les dépenses des entreprises ne cessent d'augmenter dans le domaine de la technologie, les entreprises en technologie numérique comme Alithya misent non seulement sur le fait d'innover, mais aussi sur des résultats mesurables grâce à la spécialisation sectorielle et à la transformation organisationnelle fondée sur l'IA. Nous sommes résolus à aider nos clients à moderniser leur exploitation, à améliorer leur expérience client et à saisir de nouvelles occasions de croissance en leur proposant les solutions et les services numériques les plus efficaces.

Alithya estime être bien placée pour répondre aux priorités évolutives de sa clientèle. Le modèle d'entreprise d'Alithya repose sur une philosophie axée sur les enjeux d'affaires complexes de ses clients consistant à leur offrir des solutions propres au secteur où ils font affaire qui misent sur les technologies d'IA et leur permettent de tirer le meilleur parti de leurs investissements dans les technologies numériques. Alithya se positionne elle-même comme un conseiller de confiance et un partenaire agile capable de produire des résultats rapidement pour ses clients.

Les concurrents d'Alithya dans chacun de ses secteurs opérationnels et secteurs à présenter comprennent les entreprises d'intégration de systèmes, les sociétés de développement d'applications, les fournisseurs de services infonuagiques, les cabinets de services-conseils de grande envergure ou traditionnels, les groupes de services professionnels des sociétés de matériel informatique, les sociétés de services de gestion des infrastructures et d'impartition et les sociétés de services numériques spécialisées. De plus, Alithya livre concurrence à un nombre important de petites sociétés locales sur les divers marchés géographiques dans lesquels elle exerce des activités.

Alithya rivalise sur la base des principaux facteurs de différenciation suivants : la capacité de fournir des services-conseils en matière de vision et de stratégie, la priorité accordée aux secteurs verticaux de l'industrie, la capacité de fournir des services numériques, le rendement et la fiabilité, la qualité du soutien technique, de la formation et des services, une présence à l'échelle mondiale, la capacité d'adaptation aux besoins des clients, la réputation et l'expérience, la stabilité financière, une gouvernance d'entreprise solide et le prix concurrentiel de ses services.

Alithya a également recours aux mesures suivantes pour rivaliser efficacement : a) des investissements permettant de mettre à niveau ses secteurs de pratique; b) un modèle de recrutement, de formation et de fidélisation du personnel bien développé; c) un modèle de prestation de services fructueux; d) une culture et une approche intrapreneuriales; e) une vaste banque de clients potentiels; f) des investissements continus dans l'amélioration des processus et l'accroissement des connaissances; g) des investissements dans les infrastructures et les activités de recherche et de développement; h) un souci constant d'adaptation aux besoins des clients, de la qualité des services et de l'offre de prix concurrentiels; et i) des capacités de gestion de projets et une expertise technique.

4. Plan d'affaires stratégique

Alithya a entrepris une démarche dans le but d'être reconnue comme le conseiller de confiance en matière de technologie auprès de ses clients. D'ici la fin de l'exercice se clôturant le 31 mars 2027, la direction estime que l'ampleur et l'envergure qu'Alithya prendra lui permettront de tirer parti de ses connaissances sectorielles, d'étendre son empreinte géographique, de déployer son modèle de prestation mondial, d'approfondir son expertise, de diversifier son offre intégrée et de se positionner dans la chaîne de valeur pour cibler des segments de TI à valeur ajoutée.

Alithya arrime la gamme des services qu'elle offre aux défis les plus urgents qui frappent les secteurs dans lesquels elle fait affaire et parvient à renforcer continuellement les fondements des relations de confiance qu'elle établit avec ses clients, son personnel, ses investisseurs et ses partenaires. Pour s'assurer de demeurer novatrice et pertinente, Alithya s'efforce de répondre aux attentes des parties prenantes de son entreprise, ou de les surpasser, notamment en optimisant l'expérience employé, en aidant ses clients à poursuivre leur mission et en créant une valeur ajoutée pour ses investisseurs.

Plus précisément, Alithya a conçu un plan stratégique triennal qui tient compte des intérêts de ses parties prenantes et dont les principaux objectifs sont les suivants :

- Prendre de l'ampleur grâce à la croissance interne et à des acquisitions stratégiques :
 - **Croissance interne** : Alithya entend générer une croissance interne rentable grâce à l'innovation, aux offres à valeur ajoutée et aux relations clients fondées sur la confiance.
 - **Acquisitions** : Alithya prévoit acquérir des entreprises pour compléter sa présence actuelle sur le marché dans le cadre de son expansion nord-américaine et internationale, tout en se dotant progressivement d'importantes capacités sur le plan des solutions d'entreprise intégrées et en bonifiant son expertise de pointe dans des domaines choisis. Elle compte également élargir sa présence dans les centres d'externalisation stratégique.
 - **Solutions en matière d'IA et de propriété intellectuelle** : Alithya a l'intention d'accroître l'utilisation de ses solutions en matière d'IA et de propriété intellectuelle pour gagner en efficacité dans la fourniture de ses services dès que possible.
- Fournir aux investisseurs, aux partenaires et aux parties prenantes un rendement du capital investi croissant à long terme :
 - **Rentabilité** : Alithya prévoit augmenter sa marge du BAIIA ajusté¹⁾.
 - **Centres d'externalisation stratégique** : Alithya a pour objectif d'augmenter le pourcentage de ses services fournis à partir de centres d'externalisation stratégique donnant accès à des bassins de talents plus importants, à meilleur coût.

Le 27 juillet 2026, la Société a annoncé le lancement d'un processus d'examen stratégique visant à évaluer différentes solutions stratégiques afin de maximiser la valeur pour les actionnaires (l'« examen stratégique »). Le Conseil a déterminé que l'évaluation actuelle de la Société sur les marchés publics pourrait ne pas refléter pleinement sa valeur intrinsèque ni soutenir adéquatement sa prochaine phase de croissance. Le Conseil a également indiqué que l'examen stratégique pourrait évaluer, sans s'y limiter, une fusion ou un autre regroupement d'entreprises, la privatisation ou la vente de la Société, la restructuration de son capital, un investissement ou un partenariat stratégique, ou la poursuite des activités de la Société à titre d'émetteur inscrit en bourse.

Rien ne garantit que l'examen stratégique mènera à une transaction ou à un autre changement stratégique et, si une transaction est amorcée, il n'y a aucune garantie quant à ses modalités, son échéancier ou sa réalisation. La Société n'a établi aucun échéancier pour la conclusion de l'examen stratégique et n'a pas l'intention de communiquer d'autres faits nouveaux concernant l'examen stratégique, à moins que le Conseil n'approuve une transaction précise ou ne détermine autrement qu'une communication est appropriée ou souhaitable en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables.

¹⁾ Il s'agit d'une mesure financière non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique 5 intitulée « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour obtenir une explication de la composition et de l'utilité de cette mesure non conforme aux IFRS ainsi qu'à la sous-rubrique 7.8 intitulée « BAIIA et BAIIA ajusté » pour un rapprochement quantitatif par rapport à la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

5. Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières

Alithya présente ses résultats financiers conformément aux IFRS. Le présent rapport de gestion comprend certaines mesures non conformes aux IFRS ainsi que d'autres mesures financières et ratios financiers utilisés aux fins d'évaluation du rendement financier d'Alithya. Ces mesures sont fournies à titre de complément d'information aux mesures conformes aux IFRS pour permettre de mieux comprendre les résultats d'exploitation d'Alithya du point de vue de la direction. Ces mesures n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS et ne sont donc vraisemblablement pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Elles doivent être vues comme un supplément d'information et non comme un substitut à l'information financière établie conformément aux IFRS. Elles fournissent aux investisseurs des renseignements supplémentaires sur les résultats d'exploitation d'Alithya et mettent ainsi en évidence des tendances dans les activités d'Alithya qui seraient peut-être passées inaperçues si les investisseurs s'appuyaient uniquement sur les mesures conformes aux IFRS.

Les mesures non conformes aux IFRS auxquelles Alithya a recours sont décrites ci-dessous :

Bénéfice net ajusté et bénéfice net ajusté par action

Le terme « bénéfice net ajusté » désigne le bénéfice net (la perte nette) avant ajustement pour tenir compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles, de la dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles, de la perte liée à la disposition d'actifs et à la modification de contrats de location, de la rémunération fondée sur des actions, des coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation d'entreprises, la quote-part du résultat net d'une entreprise associée et d'autres éléments non récurrents, dont les coûts de séparation composés de coûts de cessation d'emploi et d'avantages du personnel pour certains membres de la direction, et des incidences fiscales de ces éléments.

Le « bénéfice net ajusté par action » est calculé en divisant le bénéfice net ajusté par le nombre moyen pondéré d'actions à droit de vote subalterne de catégorie A (les « actions à droit de vote subalterne ») et d'actions à droit de vote multiple de catégorie B (les « actions à droit de vote multiple ») en circulation durant la période.

La direction est d'avis que le bénéfice net ajusté et le bénéfice net ajusté par action sont des mesures utiles aux investisseurs, car elles permettent de comparer le rendement financier des activités d'exploitation d'une période à une autre, avant que soient pris en compte les éléments hors trésorerie, les coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation d'entreprises et les coûts de séparation composés de coûts de cessation d'emploi et d'avantages du personnel pour certains membres de la direction, lesquels peuvent varier de façon importante d'une période à l'autre. Ces mesures donnent également une indication des résultats tirés des principales activités de la Société avant que soient pris en compte les éléments hors trésorerie et les autres éléments susmentionnés qui découlent principalement de l'acquisition d'entreprises et des activités d'intégration subséquentes. Se reporter à la sous-rubrique 7.6 intitulée « Bénéfice net ajusté et bénéfice net ajusté par action » pour un rapprochement du bénéfice net (de la perte nette) et du bénéfice net ajusté.

BAIIA et marge du BAIIA

Le terme « BAIIA » désigne le bénéfice net (la perte nette) avant ajustement pour tenir compte de la charge (du recouvrement) d'impôts, des charges financières nettes et de l'amortissement des immobilisations incorporelles, des immobilisations corporelles et des actifs au titre de droits d'utilisation.

Le terme « marge du BAIIA » désigne le pourcentage du total des revenus que représente le BAIIA pendant une période donnée.

La direction est d'avis que le BAIIA et la marge du BAIIA sont des mesures utiles aux investisseurs, car elles donnent une indication des résultats tirés des principales activités de la Société avant de prendre en compte la manière dont ces activités sont financées et assujetties à l'impôt, ainsi que l'amortissement hors trésorerie. Se reporter à la sous-rubrique 7.8 intitulée « BAIIA et BAIIA ajusté » pour un rapprochement du bénéfice net (de la perte nette) et du BAIIA.

BAIIA ajusté et marge du BAIIA ajusté

Le terme « BAIIA ajusté » désigne le bénéfice (la perte) avant ajustement pour tenir compte de la charge (du recouvrement) d'impôts, des charges financières nettes, des opérations de change, de l'amortissement des immobilisations incorporelles, des immobilisations corporelles et des actifs au titre de droits d'utilisation, de la dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles, de la perte liée à la disposition d'actifs et à la modification de contrats de location, de la rémunération fondée sur des actions, des coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation d'entreprises, la quote-part du résultat net d'une entreprise associée et d'autres éléments non récurrents, dont les coûts de séparation composés de coûts de cessation d'emploi et d'avantages du personnel pour certains membres de la direction.

Le terme « marge du BAIIA ajusté » désigne le pourcentage du total des revenus que représente le BAIIA ajusté pendant une période donnée.

La direction est d'avis que le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté sont des mesures utiles aux investisseurs, car elles permettent de comparer le rendement financier des activités d'exploitation d'une période à une autre. Ces mesures donnent également une indication des résultats tirés des principales activités de la Société avant que soit prise en compte la manière dont ces activités sont financées et assujetties à l'impôt et les éléments hors trésorerie et les autres éléments susmentionnés. Se reporter à la sous-rubrique 7.8 intitulée « BAIIA et BAIIA ajusté » pour un rapprochement du bénéfice net (de la perte nette) et du BAIIA ajusté.

Revenus en dollars constants et croissance en dollars constants

Les « revenus en dollars constants » constituent une mesure des revenus et des revenus par secteur normalisés pour tenir compte de la conversion des devises. Cette mesure est obtenue en convertissant les revenus et les revenus par secteur de la période considérée en devise locale au moyen des taux de change pour la période équivalente de l'exercice précédent.

La « croissance en dollars constants » constitue une mesure de la croissance des revenus et de la croissance des revenus par secteur, exprimée sous forme de pourcentage, normalisée pour tenir compte de la conversion des devises. Cette mesure est obtenue en divisant les revenus en dollars constants, décrits ci-dessus, par les revenus de la période précédente.

La direction est d'avis que les revenus en dollars constants et la croissance en dollars constants sont des mesures utiles aux investisseurs, car elles permettent d'ajuster les revenus afin d'exclure l'effet des fluctuations des taux de change pour comparer plus facilement le rendement de l'entreprise d'une période à l'autre. Se reporter à la sous-rubrique 7.1 intitulée « Revenus » pour un rapprochement des revenus et des revenus en dollars constants par secteur.

Dettes nettes

Le terme « dette nette » désigne la dette à long terme, y compris la tranche courante, moins la trésorerie. Se reporter à la sous-rubrique 10.6 intitulée « Dette à long terme et dette nette » pour le calcul de la dette nette. La direction est d'avis que la dette nette est utile aux investisseurs, car elle donne une indication des liquidités de la Société.

Autres mesures financières

Les autres mesures financières utilisées par Alithya sont décrites ci-dessous :

La « marge brute en pourcentage des revenus » est calculée en divisant la marge brute par les revenus.

Les « charges de vente, générales et administratives en pourcentage des revenus » sont calculées en divisant les charges de vente, générales et administratives par les revenus.

Le terme « nouveaux contrats » désigne le montant des accords de revenus conclus au cours de la période, y compris les nouveaux contrats, incluant ceux obtenus après la date de clôture d'acquisitions d'entreprises, ainsi que des renouvellements, des prolongations et des modifications des contrats existants. La direction est d'avis que les renseignements sur les nouveaux contrats peuvent fournir des données tendanciellles intéressantes aux investisseurs en ce qui a trait aux variations du volume d'affaires au fil du temps.

Le « ratio nouveaux contrats-facturation » est calculé en divisant la valeur des nouveaux contrats par les revenus, pour la même période. La direction est d'avis que ce ratio permet l'appréciation du carnet de commandes de la Société et donne des renseignements utiles aux investisseurs sur les variations du volume d'affaires au fil du temps. L'utilisation de ce ratio est plus appropriée sur une longue période, car il peut fluctuer de façon importante d'un trimestre à l'autre.

Le terme « carnet de commandes » désigne le montant des revenus qui seront tirés des accords de revenus conclus, y compris les nouveaux contrats, incluant ceux obtenus dans le cadre d'acquisitions d'entreprises, ainsi que des renouvellements, des prolongations et des modifications des contrats existants, en tenant compte des réductions d'engagements contractuels et des résiliations de contrats, exprimé en nombre de mois du revenu des 12 derniers mois, à une date donnée. Comme indiqué dans les états financiers consolidés de la Société, la définition de carnet de commandes diffère de celle des « obligations de prestation qui restent à remplir » au sens des normes IFRS, car le carnet de commandes comprend également les accords fondés sur le temps et les ressources pour lesquels la facturation des contrats correspond à la valeur des services rendus au client ainsi que les contrats dont la durée prévue initialement est inférieure à un an. La direction est d'avis que les renseignements sur le carnet de commandes peuvent fournir des données tendanciellles intéressantes aux investisseurs en ce qui a trait aux variations de la meilleure estimation de la direction des revenus qui seront tirés des accords de revenus conclus.

Le terme « délai moyen de recouvrement des créances clients » fait référence au nombre moyen de jours que la Société met à convertir ses débiteurs (sans les taxes de vente) ainsi que ses travaux en cours, déduction faite des revenus différés, en trésorerie. La direction est d'avis que cette mesure donne des renseignements utiles aux investisseurs concernant les liquidités de la Société.

6. Faits saillants

Résultats d'exploitation (en milliers de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 juin	
	2026	2025
	\$	\$
Revenus	105 050	124 158
Marge brute	31 891	39 793
Marge brute en pourcentage des revenus ¹⁾	30,4 %	32,1 %
Charges de vente, générales et administratives	28 338	30 573
Charges de vente, générales et administratives en pourcentage des revenus ¹⁾	27,0 %	24,6 %
(Perte nette) bénéfice net	(2 421)	185
(Perte de base et diluée) bénéfice de base et dilué par action	(0,03)	0,00
Bénéfice net ajusté ²⁾	2 871	6 519
Bénéfice net ajusté par action ²⁾	0,03	0,07
BAlIA ajusté ³⁾	5 422	11 629
Marge du BAlIA ajusté ³⁾	5,2 %	9,4 %

Autres (en milliers de dollars, sauf pour le carnet de commandes et le délai moyen de recouvrement des créances clients)	30 juin	31 mars
	2026	2026
	\$	\$
Actifs totaux	374 469	381 958
Passifs financiers non courants ⁴⁾	128 734	119 357
Dette à long terme totale	130 424	120 896
Dette nette ⁵⁾	117 210	108 063
Carnet de commandes ¹⁾	14 mois	14 mois
Délai moyen de recouvrement des créances clients ¹⁾	59 jours	54 jours

Actions, options sur actions et unités d'actions au	10 août
	2026
Actions à droit de vote subalterne	89 438 673
Actions à droit de vote multiple	7 326 880
Options sur actions ⁶⁾	2 940 642
Unités d'actions différées (« UAD »)	1 762 817
Unités d'actions incessibles (« UAI »)	3 122 272
Unités d'actions liées au rendement (« UAR »)	3 746 878

¹⁾ Il s'agit d'une autre mesure financière. Se reporter à la rubrique 5 intitulée « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour une explication de la composition de cette autre mesure financière.

²⁾ Il s'agit d'une mesure financière non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique 5 intitulée « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour une explication de la composition et de l'utilité de cette mesure non conforme aux IFRS ainsi qu'à la sous-rubrique 7.6 intitulée « Bénéfice net ajusté et bénéfice net ajusté par action » pour un rapprochement quantitatif par rapport à la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

³⁾ Il s'agit d'une mesure financière non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique 5 intitulée « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour obtenir une explication de la composition et de l'utilité de cette mesure non conforme aux IFRS ainsi qu'à la sous-rubrique 7.8 intitulée « BAIIA et BAIIA ajusté » pour un rapprochement quantitatif par rapport à la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

⁴⁾ Les passifs financiers non courants comprennent la tranche non courante de la dette à long terme, la tranche non courante des obligations locatives et la tranche non courante de la contrepartie éventuelle. Se reporter aux sous-rubriques 9 et 10.6 intitulées « Situation financière » et « Dette à long terme et dette nette » pour une explication des écarts.

⁵⁾ Il s'agit d'une mesure financière non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique 5 intitulée « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour une explication de la composition et de l'utilité de cette mesure non conforme aux IFRS ainsi qu'à la sous-rubrique 10.6 intitulée « Dette à long terme et dette nette » pour un rapprochement quantitatif par rapport à la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable et une explication de l'écart.

⁶⁾ Incluant 200 000 options sur actions pour achat d'actions à droit de vote multiple.

Trimestre clos le 30 juin 2026

- Les revenus ont diminué de 15,4 % pour s'établir à 105,1 M\$, contre 124,2 M\$ pour le même trimestre de l'exercice précédent. 77,4 % des revenus ont été générés par des clients qui faisaient déjà affaire avec Alithya au même trimestre de l'exercice précédent.
- La marge brute a connu une baisse de 19,8 % pour s'établir à 31,9 M\$, contre 39,8 M\$ pour le même trimestre de l'exercice précédent. La marge brute en pourcentage des revenus¹⁾ a diminué pour s'établir à 30,4 %, contre 32,1 % pour le même trimestre de l'exercice précédent.
- La perte nette s'est établie à 2,4 M\$, ou à 0,03 \$ par action, alors qu'un bénéfice net de 0,2 M\$, ou de 0,00 \$ par action, avait été dégagé au même trimestre de l'exercice précédent.
- Le bénéfice net ajusté²⁾ a connu une baisse de 3,6 M\$, ou de 56,0 %, pour s'établir à 2,9 M\$, contre 6,5 M\$ pour le même trimestre de l'exercice précédent, ce qui s'est traduit par un bénéfice net ajusté par action²⁾ de 0,03 \$, contre 0,07 \$ pour le même trimestre de l'exercice précédent.
- Le BAIIA ajusté³⁾ a reculé de 6,2 M\$, ou de 53,4 %, pour s'établir à 5,4 M\$, ce qui correspond à une marge du BAIIA ajusté³⁾ de 5,2 % des revenus, contre un BAIIA ajusté de 11,6 M\$, correspondant à une marge du BAIIA ajusté de 9,4 % des revenus, pour le même trimestre de l'exercice précédent.
- Les flux de trésorerie nets affectés aux activités d'exploitation se sont établis à 4,8 M\$, soit une hausse de 0,6 M\$ par rapport aux flux de trésorerie nets de 4,2 M\$ affectés au même trimestre de l'exercice précédent.
- Les nouveaux contrats¹⁾ conclus au premier trimestre s'élèvent à 89,0 M\$, ce qui s'est traduit par un ratio nouveaux contrats-facturation¹⁾ de 0,85, contre un montant de 118,1 M\$ et un ratio nouveaux contrats-facturation de 0,95 pour le même trimestre de l'exercice précédent. Au 30 juin 2026, le carnet de commandes¹⁾ représentait environ 14 mois de revenus des 12 derniers mois.

¹⁾ Il s'agit d'une autre mesure financière. Se reporter à la rubrique 5 intitulée « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour une explication de la composition de cette autre mesure financière.

²⁾ Il s'agit d'une mesure financière non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique 5 intitulée « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour une explication de la composition et de l'utilité de cette mesure non conforme aux IFRS ainsi qu'à la sous-rubrique 7.6 intitulée « Bénéfice net ajusté et bénéfice net ajusté par action » pour un rapprochement quantitatif par rapport à la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

³⁾ Il s'agit d'une mesure financière non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique 5 intitulée « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour obtenir une explication de la composition et de l'utilité de cette mesure non conforme aux IFRS ainsi qu'à la sous-rubrique 7.8 intitulée « BAIIA et BAIIA ajusté » pour un rapprochement quantitatif par rapport à la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

7. Résultats d'exploitation

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 juin	
	2026	2025
	\$	\$
Revenus	105 050	124 158
Coût des revenus	73 159	84 365
Marge brute	31 891	39 793
Charges d'exploitation		
Charges de vente, générales et administratives	28 338	30 573
Coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation d'entreprises	761	2 047
Amortissement des immobilisations corporelles	628	1 065
Amortissement des immobilisations incorporelles	3 139	4 955
(Gain) perte de change	(927)	1 166
	31 939	39 806
Perte d'exploitation	(48)	(13)
Charges financières nettes	2 290	2 840
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	167	—
Perte avant impôts	(2 505)	(2 853)
Recouvrement d'impôts		
Exigibles	1 143	302
Différés	(1 227)	(3 340)
	(84)	(3 038)
(Perte nette) bénéfice net	(2 421)	185
(Perte de base et diluée) bénéfice de base et dilué par action	(0,03)	0,00

7.1. Revenus

Le tableau suivant présente le total des revenus externes par emplacement géographique :

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 30 juin	
	2026	2025
	\$	\$
États-Unis	52 450	59 486
Canada	46 001	59 607
International	6 599	5 065
	105 050	124 158

Au 1^{er} avril 2026, en raison de l'intégration des entreprises récemment acquises et de la cession d'une entreprise, la Société a commencé à présenter ses résultats financiers selon une nouvelle structure sectorielle visant à mieux refléter son organisation opérationnelle et la manière dont la direction évalue le rendement de l'entreprise et alloue les ressources. Selon cette nouvelle structure, la Société compte deux secteurs à présenter, définis par le type de services rendus : Transformation d'entreprise et Services et solutions par industrie. Les données comparatives comprennent un troisième secteur qui inclut les résultats de la société américaine Datum Consulting Group, LLC et de ses sociétés affiliées internationales (« Datum »), comme elles ont été vendues à Medivra Holdings LLC le 31 mars 2026 (la « transaction liée à Datum »). Se reporter à la sous-rubrique 7.7 intitulée « Informations sectorielles » pour de plus amples renseignements au sujet des nouveaux secteurs.

Le tableau suivant présente un rapprochement entre les revenus en dollars constants¹⁾ et les revenus par secteurs à présenter :

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 30 juin		
	2026	2025	% ²⁾
Total des revenus d'Alithya, tels que déclarés	105 050	124 158	(15,4 %)
Écart avant la prise en compte du taux de change	(15,5 %)		
Prise en compte du taux de change	0,1 %		
Écart par rapport à la période précédente	(15,4 %)		
Transformation d'entreprise			
Revenus en dollars constants	62 552	65 778	(4,9 %)
Prise en compte du taux de change	7		
Revenus du secteur Transformation d'entreprise, tels que déclarés	62 559	65 778	(4,9 %)
Services et solutions par industrie			
Revenus en dollars constants	42 375	54 188	(21,8 %)
Prise en compte du taux de change	116		
Revenus du secteur Services et solutions par industrie, tels que déclarés	42 491	54 188	(21,6 %)
Services de Datum			
Revenus en dollars constants	—	4 192	(100,0 %)
Prise en compte du taux de change	—		
Revenus du secteur Services de Datum, tels que déclarés	—	4 192	(100,0 %)

¹⁾ Il s'agit d'une mesure non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique 5 intitulée « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour une explication de la composition et de l'utilité de cette mesure non conforme aux IFRS.

²⁾ Les pourcentages représentent la croissance en dollars constants, une mesure non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique 5 intitulée « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour une explication de la composition et de l'utilité de cette mesure non conforme aux IFRS.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2026, les revenus se sont établis à 105,1 M\$, soit une baisse de 19,1 M\$, ou de 15,4 %, par rapport aux revenus de 124,2 M\$ dégagés au trimestre clos le 30 juin 2025.

Les revenus tirés des activités de Transformation d'entreprise se sont établis à 62,6 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2026, soit une baisse de 3,2 M\$, ou de 4,9 %, par rapport aux revenus de 65,8 M\$ dégagés au trimestre clos le 30 juin 2025, ce qui est principalement attribuable à l'arrivée à échéance de certains projets de clients et à la diminution du nombre d'heures facturables, partiellement contrebalancées par l'inclusion des revenus générés par eVerge Interests, Inc. et ses filiales (« eVerge ») sur un trimestre complet, suivant leur acquisition le 31 mai 2025 (l'« acquisition d'eVerge »).

Les revenus tirés des Services et solutions par industrie se sont établis à 42,5 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2026, soit une baisse de 11,7 M\$, ou de 21,6 %, par rapport aux revenus de 54,2 M\$ dégagés au trimestre clos le 30 juin 2025, ce qui est principalement attribuable à l'arrivée à échéance de certains projets de clients et à une réduction des revenus provenant de contrats gouvernementaux et du secteur bancaire.

La vente de la division des Services de Datum le 31 mars 2026 dans le cadre de la transaction liée à Datum a donné lieu à une baisse des revenus de 4,2 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2026.

7.2. Marge brute

Pour le trimestre clos le 30 juin 2026, la marge brute s'est établie à 31,9 M\$, soit une baisse de 7,9 M\$, ou de 19,8 %, par rapport à la marge brute de 39,8 M\$ dégagée au trimestre clos le 30 juin 2025, et la marge brute en pourcentage des revenus a diminué pour s'établir à 30,4 %, contre 32,1 % pour le trimestre clos le 30 juin 2025.

Pour le secteur Transformation d'entreprise, la marge brute en pourcentage des revenus a diminué par rapport à celle du même trimestre de l'exercice précédent, ce qui est principalement attribuable à l'utilisation moins soutenue et aux augmentations salariales qui sont entrées en vigueur au début de l'exercice en cours.

Pour le secteur Services et solutions par industrie, la marge brute en pourcentage des revenus a diminué par rapport à celle du même trimestre de l'exercice précédent, ce qui est principalement attribuable à l'utilisation moins soutenue, à une diminution des crédits d'impôt et aux augmentations salariales qui sont entrées en vigueur au début de l'exercice en cours.

Aucune marge brute n'est présentée à l'égard du secteur Services de Datum pour le trimestre clos le 30 juin 2026, la division ayant été vendue le 31 mars 2026 dans le cadre de la transaction liée à Datum.

7.3. Charges d'exploitation

7.3.1. Charges de vente, générales et administratives

Les charges de vente, générales et administratives comprennent les salaires et les autres avantages du personnel de vente et du personnel administratif, les frais d'occupation, les coûts liés aux technologies de l'information et aux communications, la rémunération fondée sur des actions, les honoraires professionnels, les droits d'inscription à la bourse et les frais de placement et d'autres charges administratives.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2026, les charges de vente, générales et administratives se sont établies à 28,3 M\$, soit une baisse de 2,3 M\$, ou de 7,5 %, par rapport aux charges de 30,6 M\$ constatées pour le trimestre clos le 30 juin 2025. Les charges de vente, générales et administratives en pourcentage des revenus se sont établies à 27,0 % pour le trimestre clos le 30 juin 2026, contre 24,6 % pour le même trimestre de l'exercice précédent. La diminution des charges de vente, générales et administratives est principalement attribuable à la baisse des coûts de rémunération des employés, découlant principalement de la rémunération variable, ainsi qu'à la baisse des honoraires professionnels, à la diminution de la rémunération fondée sur des actions et à la baisse des frais de recrutement et des coûts de formation. La réduction des charges découlant de la cession de Datum a été partiellement contrebalancée par l'inclusion de charges supplémentaires liées aux activités d'eVerge sur un trimestre complet.

7.3.2. Rémunération fondée sur des actions

La rémunération fondée sur des actions est comprise dans le coût des revenus et les charges de vente, générales et administratives et est détaillée dans le tableau qui suit :

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 30 juin	
	2026	2025
	\$	\$
Options sur actions	13	58
Régime d'achat d'actions (cotisation de l'employeur)	303	328
Rémunération fondée sur des actions attribuées lors d'acquisitions d'entreprises	199	743
UAD	—	213
UAI	782	554
UAR	572	476
	1 869	2 372

La rémunération fondée sur des actions s'est établie à 1,9 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2026, soit une baisse de 0,5 M\$ par rapport au montant de 2,4 M\$ constaté pour le trimestre clos le 30 juin 2025, ce qui est principalement attribuable à la diminution de la rémunération fondée sur des actions attribuées lors d'acquisitions d'entreprises antérieures.

7.3.3. Coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation d'entreprises

Les coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation d'entreprises se sont établis à 0,8 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2026, une diminution de 1,2 M\$ par rapport au montant de 2,0 M\$ constaté pour le trimestre clos le 30 juin 2025. La diminution des coûts est principalement attribuable à une baisse de 0,5 M\$ des coûts d'acquisition (principalement composés d'honoraires professionnels engagés dans le cadre de l'acquisition d'eVerge au premier trimestre de l'exercice précédent), à une baisse de 0,4 M\$ des coûts de réorganisation (elle-même principalement attribuable aux indemnités de départ moins importantes suivant les réductions de personnel) et à une baisse de 0,3 M\$ des coûts d'intégration (principalement composés de coûts liés à la résiliation de contrats de location de locaux inoccupés engagés au premier trimestre de l'exercice précédent).

7.3.4. Amortissement des immobilisations corporelles

L'amortissement total des immobilisations corporelles s'est établi à 0,6 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2026, contre 1,1 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2025. Ces coûts étaient principalement composés de l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation, en baisse de 0,3 M\$, et de l'amortissement des immobilisations corporelles d'Alithya, en baisse de 0,1 M\$.

7.3.5. Amortissement des immobilisations incorporelles

L'amortissement total des immobilisations incorporelles s'est établi à 3,1 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2026, contre 5,0 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2025. Ces coûts étaient principalement composés de l'amortissement des relations clients comptabilisées lors d'acquisitions d'entreprises, en baisse de 0,8 M\$ par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, certaines immobilisations incorporelles ayant été entièrement amorties, et de l'amortissement des logiciels, en baisse de 1,0 M\$ par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, du fait de la vente des actifs de Datum.

7.3.6. (Gain) perte de change

Le gain de change s'est établi à 0,9 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2026, contre une perte de 1,2 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2025.

7.4. Autres résultats nets et charges

7.4.1. Charges financières nettes

Les charges financières nettes se résument comme suit :

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 30 juin	
	2026	2025
	\$	\$
Intérêts sur la dette à long terme	1 705	2 116
Intérêts relatifs aux obligations locatives	64	97
Amortissement des charges financières	58	57
Capitalisation des intérêts au titre des soldes de prix d'acquisition	251	255
Frais de financement	257	383
Revenus d'intérêts	(45)	(68)
	2 290	2 840

Les charges financières nettes se sont établies à 2,3 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2026, soit une baisse de 0,5 M\$, ou de 19,4 %, par rapport aux charges de 2,8 M\$ engagées au trimestre clos le 30 juin 2025, ce qui est principalement attribuable à la diminution des intérêts au titre de la dette à long terme.

7.4.2. Quote-part de la perte d'une entreprise associée

Un montant de 0,2 M\$ a été comptabilisé à titre de quote-part de la perte d'une entreprise associée pour le trimestre clos le 30 juin 2026 à l'égard de la nouvelle participation de la Société dans Medivra Holdings LLC, obtenue dans le cadre de la transaction Datum.

7.4.3. Impôts sur le résultat

Le recouvrement d'impôts s'est établi à 0,1 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2026, soit une baisse de 2,9 M\$ par rapport au recouvrement de 3,0 M\$ constaté pour le trimestre clos le 30 juin 2025, ce qui est principalement attribuable à la comptabilisation, lors de l'exercice précédent, d'un actif d'impôts différés de 1,9 M\$ se rapportant à des pertes d'exploitation nettes que la Société n'avait pas encore comptabilisées, lequel était désormais susceptible de se réaliser suivant le report d'un passif d'impôts découlant de l'acquisition d'eVerge. Certaines entités du Groupe, qui présentent des antécédents de pertes, ne comptabilisent toujours pas d'actifs d'impôts différés au titre de leurs pertes.

7.5. (Perte nette) bénéfice net et (perte) bénéfice par action

La perte nette pour le trimestre clos le 30 juin 2026 s'est établie à 2,4 M\$, une variation de 2,6 M\$ par rapport au bénéfice net de 0,2 M\$ dégagé au trimestre clos le 30 juin 2025. Ce recul est principalement attribuable à la réduction de la marge brute (elle-même attribuable à la baisse des revenus, à l'utilisation moins soutenue et à la diminution des crédits d'impôt) ainsi qu'à la diminution du recouvrement d'impôts, partiellement contrebalancées par la diminution des charges de vente, générales et administratives, la baisse des coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation d'entreprises (découlant principalement de l'acquisition d'eVerge au même trimestre de l'exercice précédent), la diminution de l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, le gain de change plus important et la diminution des charges financières nettes pour le trimestre clos le 30 juin 2026 par rapport au trimestre clos le 30 juin 2025. Ce résultat s'est traduit par une perte de base et diluée par action de 0,03 \$ pour le trimestre clos le 30 juin 2026, contre un bénéfice par action de 0,00 \$ pour le trimestre clos le 30 juin 2025.

7.6. Bénéfice net ajusté et bénéfice net ajusté par action

Le tableau suivant présente un rapprochement entre (la perte nette) le bénéfice net et le bénéfice net ajusté :

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 juin	
	2026	2025
	\$	\$
(Perte nette) bénéfice net	(2 421)	185
Coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation d'entreprises	761	2 047
Amortissement des immobilisations incorporelles	3 139	4 955
Rémunération fondée sur des actions	1 869	2 372
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	167	—
Perte liée à la disposition d'actifs et à la modification de contrats de location	—	37
Impôt lié à l'actif d'impôts différés comptabilisé lors de la répartition du prix d'achat	—	(1 948)
Effet des impôts liés aux éléments susmentionnés	(644)	(1 129)
Bénéfice net ajusté¹⁾	2 871	6 519
(Perte de base et diluée) bénéfice de base et dilué par action	(0,03)	0,00
Bénéfice net ajusté par action ¹⁾	0,03	0,07

¹⁾ Il s'agit d'une mesure non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique 5 intitulée « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour une explication de la composition et de l'utilité de cette mesure non conforme aux IFRS.

Le bénéfice net ajusté s'est établi à 2,9 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2026, soit une baisse de 3,6 M\$, ou de 56,0 %, par rapport au bénéfice net ajusté de 6,5 M\$ constaté pour le trimestre clos le 30 juin 2025. Comme expliqué ci-dessus, ce recul est principalement attribuable à la réduction de la marge brute (elle-même attribuable à la baisse des revenus, à l'utilisation moins soutenue et à la diminution des crédits d'impôt) ainsi qu'à la diminution du recouvrement d'impôts, partiellement contrebalancées par la diminution des charges de vente, générales et administratives, la diminution de l'amortissement des immobilisations corporelles, le gain de change plus important et la diminution des charges financières nettes. Ce résultat s'est traduit par un bénéfice net ajusté par action de 0,03 \$ pour le trimestre clos le 30 juin 2026, contre 0,07 \$ pour le trimestre clos le 30 juin 2025.

7.7. Informations sectorielles

Au cours du premier trimestre clos le 30 juin 2026, la Société a commencé à présenter ses résultats financiers selon une nouvelle structure sectorielle conçue pour mieux refléter son organisation opérationnelle. Cette nouvelle structure comprend deux secteurs à présenter, reflétant les deux grands secteurs d'activité : Transformation d'entreprise et Services et solutions par industrie. Les secteurs opérationnels répondant aux critères de regroupement ont été combinés au sein de ces deux secteurs à présenter.

Le secteur Transformation d'entreprise aide les organisations à moderniser leurs systèmes d'affaires critiques et à adopter les technologies d'IA à l'échelle de l'entreprise. Alithya offre des services de consultation, de développement d'applications, de mise en œuvre et d'intégration, ainsi que des services gérés de TI pour les principales plateformes d'IA, d'infonuagique et d'applications d'entreprise, dont Microsoft, Oracle et Salesforce. Notre expertise couvre la planification des ressources de l'entreprise (ERP), la gestion de la performance d'entreprise (EPM), la gestion de la relation client (CRM), la gestion du capital humain (HCM) et la gestion de la chaîne d'approvisionnement (SCM). Par son offre, Alithya aide les clients à optimiser leurs opérations, à automatiser leurs processus, à améliorer la prise de décision et à soutenir l'adoption technologique et la transformation de l'entreprise.

Le secteur Services et solutions par industrie aide les organisations à relever des enjeux d'affaires propres à leur secteur et à réaliser une transformation d'entreprise à grande échelle grâce à l'IA, à l'infonuagique et à l'innovation numérique. Alithya allie expertise sectorielle et conseil stratégique, auxquels s'ajoutent les services-conseils, l'accompagnement technologique et la migration vers les plateformes infonuagiques des « fournisseur de services infonuagiques à très grande échelle » AWS et Microsoft Azure. Elle accompagne ainsi ses clients de la stratégie et la planification jusqu'à la mise en œuvre, au changement organisationnel et à la réalisation durable de valeur. L'approche vise avant tout l'atteinte de résultats d'affaires mesurables, indépendamment de la plateforme technologique utilisée. Alithya améliore la performance et aide les organisations à s'adapter et à demeurer concurrentielles dans un marché en constante évolution.

Le bénéfice d'exploitation par secteur renvoie au bénéfice d'exploitation avant les frais généraux et administratifs du siège social, les coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation d'entreprises, l'amortissement, (le gain) la perte de change et la dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles. Ces éléments ne sont pas pris en compte dans l'évaluation du rendement financier sous-jacent des secteurs à présenter puisqu'ils ne se rapportent pas directement aux activités sectorielles. Les frais généraux et administratifs du siège social sont les dépenses et les salaires liés aux fonctions centralisées, comme les ressources des équipes mondiales des finances, des affaires juridiques, du capital humain et des technologies de l'information, qui ne sont pas affectés aux secteurs.

Les tableaux suivants présentent les activités de la Société en fonction des secteurs à présenter :

Trimestre clos le 30 juin 2026				
(en milliers de dollars)	Transformation d'entreprise	Services et solutions par industrie	Services de Datum	Total
	\$	\$	\$	\$
Revenus	62 559	42 491	—	105 050
Coût des revenus et charges d'exploitation				
Coûts de rémunération des employés et des sous-traitants	49 777	37 686	—	87 463
Crédits d'impôt	(269)	(789)	—	(1 058)
Licences et télécommunications	1 048	1 059	—	2 107
Autres charges	1 824	1 163	—	2 987
	52 380	39 119	—	91 499
Bénéfice d'exploitation par secteur	10 179	3 372	—	13 551
Frais généraux et administratifs du siège social				9 998
Coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation d'entreprises				761
Gain de change				(927)
Bénéfice d'exploitation avant amortissement				3 719
Amortissement				3 767
Perte d'exploitation				(48)

Trimestre clos le 30 juin 2025 ^{a)}				
(en milliers de dollars)	Transformation d'entreprise	Services et solutions par industrie	Services de Datum	Total
	\$	\$	\$	\$
Revenus	65 778	54 188	4 192	124 158
Coût des revenus et charges d'exploitation				
Coûts de rémunération des employés et des sous-traitants	48 824	47 962	2 769	99 555
Crédits d'impôt	(247)	(1 234)	—	(1 481)
Licences et télécommunications	966	1 069	792	2 827
Autres charges	1 471	1 200	274	2 945
	51 014	48 997	3 835	103 846
Bénéfice d'exploitation par secteur	14 764	5 191	357	20 312
Frais généraux et administratifs du siège social				11 092
Coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation d'entreprises ^{b)}				2 047
Perte de change				1 166
Bénéfice d'exploitation avant amortissement				6 007
Amortissement				6 020
Perte d'exploitation				(13)

^{a)} L'information comparative a été retraitée afin de refléter la nouvelle structure des secteurs à présenter.

^{b)} Les coûts de réorganisation inclus dans les coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation d'entreprises se rapportent au secteur Services et solutions par industrie.

Se reporter à la sous-rubrique 7.1 intitulée « Revenus » pour de plus amples renseignements au sujet des écarts de revenus par secteur et à la sous-rubrique 7.3.3 intitulée « Coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation d'entreprises » pour de plus amples renseignements au sujet desdits coûts.

Le bénéfice d'exploitation du secteur Transformation d'entreprise a reculé de 4,6 M\$, ou de 31,1 %, pour s'établir à 10,2 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2026, contre 14,8 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2025, ce qui est principalement attribuable à la baisse des revenus ainsi qu'à l'augmentation des coûts de rémunération des employés et des sous-traitants, elle-même attribuable à l'inclusion des charges liées aux activités d'eVerge engagées sur un trimestre complet.

Le bénéfice d'exploitation du secteur Services et solutions par industrie a reculé de 1,8 M\$, ou de 35,0 %, pour s'établir à 3,4 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2026, contre 5,2 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2025, ce qui est attribuable à la baisse des revenus et à la diminution des crédits d'impôt, partiellement contrebalancées par la baisse des coûts de rémunération des employés et des sous-traitants.

La vente de la division des Services de Datum le 31 mars 2026 dans le cadre de la transaction liée à Datum a donné lieu à une diminution du bénéfice d'exploitation de 0,4 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2026.

7.8. BAIIA et BAIIA ajusté

Le tableau suivant présente un rapprochement entre (la perte nette) le bénéfice net, d'une part, et le BAIIA et le BAIIA ajusté, d'autre part :

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 30 juin	
	2026	2025
	\$	\$
Revenus	105 050	124 158
(Perte nette) bénéfice net	(2 421)	185
Charges financières nettes	2 290	2 840
Recouvrement d'impôts	(84)	(3 038)
Amortissement des immobilisations corporelles	628	1 065
Amortissement des immobilisations incorporelles	3 139	4 955
BAIIA¹⁾	3 552	6 007
Marge du BAIIA ¹⁾	3,4 %	4,8 %
<i>Ajusté pour :</i>		
(Gain) perte de change	(927)	1 166
Rémunération fondée sur des actions	1 869	2 372
Coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation d'entreprises	761	2 047
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	167	—
Perte liée à la disposition d'actifs et à la modification de contrats de location	—	37
BAIIA ajusté¹⁾	5 422	11 629
Marge du BAIIA ajusté ¹⁾	5,2 %	9,4 %

¹⁾ Il s'agit d'une mesure non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique 5 intitulée « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour une explication de la composition et de l'utilité de cette mesure non conforme aux IFRS.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2026, le BAIIA s'est établi à 3,6 M\$, soit une baisse de 2,4 M\$ par rapport au BAIIA de 6,0 M\$ constaté pour le trimestre clos le 30 juin 2025, et la marge du BAIIA s'est établie à 3,4 %, contre 4,8 % pour le trimestre clos le 30 juin 2025.

Le BAIIA ajusté s'est établi à 5,4 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2026, soit une baisse de 6,2 M\$, ou de 53,4 %, par rapport au BAIIA ajusté de 11,6 M\$ constaté pour le trimestre clos le 30 juin 2025. Comme expliqué ci-dessus, ce recul est attribuable à la réduction de la marge brute (elle-même attribuable à la baisse des revenus, à l'utilisation moins soutenue et à la diminution des crédits d'impôt), partiellement contrebalancée par la diminution des charges de vente, générales et administratives. La marge du BAIIA ajusté s'est établie à 5,2 % pour le trimestre clos le 30 juin 2026, contre 9,4 % pour le trimestre clos le 30 juin 2025.

8. Nouveaux contrats et carnet de commandes

Les nouveaux contrats conclus¹⁾ au cours du trimestre clos le 30 juin 2026 s'élèvent à 89,0 M\$, ce qui s'est traduit par un ratio nouveaux contrats-facturation¹⁾ de 0,85, contre un montant de 118,1 M\$ et un ratio nouveaux contrats-facturation de 0,95 pour le même trimestre de l'exercice précédent. En excluant les revenus tirés des deux contrats à long terme signés dans le cadre d'une acquisition au cours du premier trimestre de l'exercice 2022, le ratio nouveaux contrats-facturation aurait plutôt été de 0,92, contre 1,06 pour le même trimestre de l'exercice précédent. Les nouveaux contrats et le ratio nouveaux contrats-facturation sont tributaires des cycles d'investissement des clients et de la conjoncture économique, qui entraîne une certaine hésitation de la part des acheteurs et prolonge les cycles de vente.

Les nouveaux contrats conclus au cours des 12 mois précédant le 30 juin 2026 se sont établis à 405,1 M\$, ce qui s'est traduit par un ratio nouveaux contrats-facturation de 0,88, contre des nouveaux contrats de 440,6 M\$ et un ratio nouveaux contrats-facturation de 0,92 pour la période de 12 mois précédant le 30 juin 2025. En excluant les revenus tirés des deux contrats à long terme signés dans le cadre d'une acquisition au cours du premier trimestre de l'exercice 2022, le ratio nouveaux contrats-facturation aurait plutôt été de 0,96 pour la période de 12 mois précédant le 30 juin 2026, ou de 1,03 pour celle précédant le 30 juin 2025.

Aux 30 juin 2026 et 2025, le carnet de commandes¹⁾ représentait environ 14 mois et 15 mois de revenus des 12 mois précédents, respectivement. Il comprend les accords de revenus concernant des projets pouvant durer plus de 12 mois.

La direction est d'avis que les renseignements sur les nouveaux contrats peuvent fournir des données tendanciellles intéressantes aux investisseurs en ce qui a trait aux variations du volume d'affaires au fil du temps, tandis que les renseignements sur le carnet de commandes peuvent fournir des données tendanciellles intéressantes quant aux variations de la meilleure estimation de la direction quant aux revenus qui seront tirés des accords de revenus conclus. Cela dit, les contrats comportent généralement des clauses de résiliation au gré du client, et des modifications de l'étendue des travaux ainsi que de l'utilisation axée sur la demande peuvent survenir. De plus, rien ne garantit que les projets ne seront pas annulés, que la portée des travaux ne sera pas modifiée par la suite ou que le carnet de commandes se traduira ultimement par des revenus, ni à quel moment ces revenus et le résultat net connexe seront comptabilisés. Par conséquent, le montant de revenu effectivement réalisé au titre d'un contrat peut différer considérablement du montant initial des nouveaux contrats et du montant inclus au carnet de commandes à une date donnée.

¹⁾ Il s'agit d'une autre mesure financière. Se reporter à la rubrique 5 intitulée « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour une explication de la composition de cette autre mesure financière.

9. Situation financière

Aux (en milliers de dollars)	30 juin 2026	31 mars 2026
	\$	\$
Actifs courants	138 042	138 243
Actifs non courants	236 427	243 715
Actifs totaux	374 469	381 958
Passifs courants	94 878	110 326
Passifs non courants	137 233	128 941
Passifs totaux	232 111	239 267
Capitaux propres	142 358	142 691
Passifs et capitaux propres totaux	374 469	381 958

Au 30 juin 2026, tant le total des actifs que le total des passifs et des capitaux propres se sont établis à 374,5 M\$, soit une baisse de 7,5 M\$, ou de 2,0 %, par rapport au montant de 382,0 M\$ constaté au 31 mars 2026.

La diminution de 7,5 M\$ du total des actifs est principalement attribuable à une diminution des crédits d'impôt à recevoir de 6,7 M\$ (découlant de l'obtention de crédits d'impôt se rapportant à un exercice antérieur, partiellement contrebalancée par les crédits d'impôt acquis au premier trimestre de l'exercice en cours), à une baisse des débiteurs et autres créances de 3,7 M\$ (principalement attribuable au calendrier de facturation et à la baisse des revenus, et malgré l'incidence favorable du taux de change) et à une réduction des immobilisations incorporelles de 2,7 M\$ (attribuable à l'amortissement au fil du temps). Ces réductions ont été partiellement contrebalancées par une augmentation des charges payées d'avance de 2,4 M\$ (attribuable au calendrier des paiements de licences), une appréciation du goodwill de 1,9 M\$ (découlant de l'écart de conversion) et une augmentation des travaux en cours de 1,4 M\$ (principalement attribuable au calendrier de facturation des clients).

Se reporter à la rubrique 10 intitulée « Liquidités et ressources en capital » pour de plus amples renseignements au sujet de l'écart de trésorerie, y compris l'incidence des différents actifs et passifs figurant au bilan sur la trésorerie.

La diminution de 7,5 M\$ du total des passifs et des capitaux propres est composée de réductions de 7,2 M\$ des passifs et de 0,3 M\$ des capitaux propres¹⁾. La diminution du total des passifs est principalement attribuable à une baisse des créditeurs et charges à payer de 13,9 M\$ (principalement attribuable au calendrier des paiements, et malgré l'incidence défavorable du taux de change), à une diminution des revenus différés de 1,4 M\$ (principalement attribuable au calendrier de facturation) et à une réduction des passifs d'impôts différés de 1,1 M\$ (principalement attribuable à l'obtention de crédits d'impôts se rapportant à un exercice antérieur). Ces réductions ont été partiellement contrebalancées par des augmentations de 9,5 M\$ au titre de la dette à long terme, dont il est question à la sous-rubrique 10.6 intitulée « Dette à long terme et dette nette ».

¹⁾ Se reporter aux états consolidés intermédiaires des variations des capitaux propres qui figurent aux états financiers du premier trimestre pour de plus amples renseignements.

10. Liquidité et ressources en capital

10.1. Tableaux consolidés des flux de trésorerie

Les activités courantes et la croissance d'Alithya sont financées par une combinaison de flux de trésorerie liés à l'exploitation, d'emprunts au titre de sa facilité de crédit existante, et de prêts subordonnés non garantis ainsi que de l'émission d'actions. Alithya cherche à maintenir un niveau optimal de liquidité par la gestion active de ses actifs et passifs, ainsi que de ses flux de trésorerie. Le tableau suivant présente l'évolution des flux de trésorerie d'Alithya pour les trimestres clos les 30 juin 2026 et 2025 :

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 30 juin	
	2026	2025
	\$	\$
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'exploitation	(4 784)	(4 174)
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement	(348)	(9 971)
Flux de trésorerie nets découlant des activités de financement	5 497	17 849
Effet de la fluctuation des taux de change sur la trésorerie	16	(576)
Variation nette de la trésorerie	381	3 128
Trésorerie à l'ouverture de la période	12 833	15 956
Trésorerie à la clôture de la période	13 214	19 084

10.2. Flux de trésorerie – activités d'exploitation

Pour le trimestre clos le 30 juin 2026, les flux de trésorerie nets affectés aux activités d'exploitation se sont établis à 4,8 M\$, soit une hausse de 0,6 M\$ par rapport au montant de 4,2 M\$ constaté pour le trimestre clos le 30 juin 2025. Les flux de trésorerie ainsi affectés pour le trimestre clos le 30 juin 2026 découlent principalement de la perte nette de 2,4 M\$, à laquelle s'ajoutent 5,9 M\$ d'ajustements composés d'éléments hors trésorerie comme l'amortissement et la rémunération fondée sur des actions ainsi que des charges financières nettes, le tout partiellement contrebalancé par les impôts différés et un gain de change non réalisé ainsi que par des variations défavorables des éléments hors trésorerie du fonds de roulement de 8,3 M\$. À des fins de comparaison, les flux de trésorerie ainsi affectés pour le trimestre clos le 30 juin 2025 découlaient principalement du bénéfice net de 0,2 M\$, auquel s'ajoutaient 8,5 M\$ d'ajustements composés principalement d'éléments hors trésorerie comme l'amortissement, la rémunération fondée sur des actions, une perte de change non réalisée et une perte liée à la disposition d'actifs et à la réévaluation d'obligations locatives ainsi que des charges financières nettes, le tout partiellement contrebalancé par les impôts différés et des variations défavorables des éléments hors trésorerie du fonds de roulement de 12,9 M\$.

Les variations défavorables des éléments hors trésorerie du fonds de roulement de 8,3 M\$ constatées pour le trimestre clos le 30 juin 2026 sont principalement attribuables au calendrier des paiements, aux délais de recouvrement et au calendrier de l'émission des factures et sont principalement composées d'une baisse de 14,6 M\$ des créiteurs et charges à payer, d'une augmentation de 2,3 M\$ des charges payées d'avance, d'une diminution de 1,7 M\$ des revenus différés et d'une augmentation de 1,0 M\$ des travaux en cours, le tout partiellement contrebalancé par une diminution de 6,7 M\$ des crédits d'impôt à recevoir et d'une baisse de 4,4 M\$ des débiteurs et autres créances. Pour le trimestre clos le 30 juin 2025, les variations défavorables des

éléments hors trésorerie du fonds de roulement de 12,9 M\$ étaient principalement attribuables au calendrier des paiements, aux délais de recouvrement et au calendrier de l'émission des factures et étaient principalement composées d'une baisse de 9,1 M\$ des créditeurs et charges à payer, d'une augmentation de 8,0 M\$ des travaux en cours, d'une diminution de 6,5 M\$ des revenus différés et d'une augmentation de 1,2 M\$ des crédits d'impôt à recevoir, le tout partiellement contrebalancé par une baisse de 11,5 M\$ des débiteurs et autres créances et une diminution de 0,3 M\$ des charges payées d'avance.

10.3. Flux de trésorerie – activités d'investissement

Pour le trimestre clos le 30 juin 2026, les flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement se sont établis à 0,3 M\$, soit une baisse de 9,7 M\$ par rapport au montant de 10,0 M\$ constaté pour le trimestre clos le 30 juin 2025. Les flux de trésorerie ainsi affectés pour le trimestre clos le 30 juin 2026 découlent principalement d'acquisitions d'immobilisations corporelles dans le cours normal des activités. À des fins de comparaison, les flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement pour le trimestre clos le 30 juin 2025 étaient principalement composés d'un montant de 9,5 M\$ lié à l'acquisition d'eVerge, déduction faite de la trésorerie acquise, et d'un montant de 0,4 M\$ affecté à l'acquisition d'immobilisations corporelles dans le cours normal des activités.

10.4. Flux de trésorerie – activités de financement

Pour le trimestre clos le 30 juin 2026, les flux de trésorerie nets découlant des activités de financement se sont établis à 5,5 M\$, soit une baisse de 12,3 M\$ par rapport au montant de 17,8 M\$ constaté pour le trimestre clos le 30 juin 2025. Les flux de trésorerie constatés pour le trimestre clos le 30 juin 2026 découlent principalement d'avances nettes de 13,3 M\$ au titre de la facilité de crédit, déduction faite des coûts de transaction connexes, comme décrit à la sous-rubrique 10.6, partiellement contrebalancées par le remboursement de 5,2 M\$ au titre du solde de prix d'acquisition d'eVerge, le paiement de 2,0 M\$ de charges financières et l'acquittement de 0,4 M\$ d'obligations locatives. À des fins de comparaison, les flux de trésorerie affectés aux activités de financement pour le trimestre clos le 30 juin 2025 découlaient principalement d'avances nettes de 22,0 M\$ au titre de la facilité de crédit, déduction faite des coûts de transaction connexes, partiellement contrebalancées par le paiement de 2,5 M\$ de charges financières, l'acquittement de 1,4 M\$ d'obligations locatives et l'achat de 0,2 M\$ d'actions à droit de vote subalterne sur le marché libre par l'agent administratif du régime d'unités d'actions (« RUA ») en lien avec le règlement d'UAI.

10.5. Ressources en capital

Les ressources en capital se résument comme suit :

Aux (en milliers de dollars)	30 juin 2026	31 mars 2026
	\$	\$
Trésorerie	13 214	12 833
Montant disponible au titre de la facilité de crédit renouvelable garantie de premier rang ¹⁾	39 098	53 738
Montant disponible au titre de la facilité de crédit d'exploitation ²⁾	2 842	2 786
	55 154	69 357

¹⁾ Se reporter à la sous-rubrique 10.6 intitulée « Dette à long terme et dette nette » pour des précisions au sujet de la facilité de crédit renouvelable garantie de premier rang.

²⁾ Se reporter à la note 4 des états financiers du premier trimestre pour des précisions au sujet de la facilité de crédit d'exploitation.

Les principaux objectifs d'Alithya en matière de gestion du capital consistent à fournir une solide assise financière afin de maintenir la confiance des actionnaires, des créanciers et des autres parties prenantes et de soutenir la croissance et le développement futurs de l'entreprise, à maintenir une structure de capital souple qui optimise le coût du capital à un niveau de risque acceptable et préserve sa capacité à respecter ses obligations financières, à assurer la disponibilité de liquidités suffisantes pour poursuivre sa stratégie de croissance interne et entreprendre des acquisitions ciblées et à assurer un rendement du capital investi pour les actionnaires.

Dans le cadre de la gestion de sa structure du capital, la Société surveille le rendement tout au long de l'exercice pour s'assurer que les besoins en fonds de roulement prévus et les dépenses en immobilisations sont financés par l'exploitation, les liquidités disponibles et les sommes pouvant être empruntées.

Au 30 juin 2026, les ressources en capital à la disposition d'Alithya s'élevaient à 55,2 M\$. Elles se composent de la trésorerie et des montants disponibles au titre de ses facilités de crédit. La direction estime que la Société est bien placée pour poursuivre ses activités tout en maintenant des niveaux de liquidité adéquats.

10.6. Dette à long terme et dette nette

Le tableau suivant présente un sommaire de la dette à long terme de la Société :

Aux (en milliers de dollars)	30 juin 2026	31 mars 2026
	\$	\$
Facilité de crédit renouvelable garantie de premier rang (la « facilité de crédit ») ^{a)}	100 902	86 262
Prêts subordonnés non garantis ^{b)}	20 000	20 000
Solde de prix d'acquisition, d'une valeur nominale de 5 175 000 \$, sans intérêt (taux d'intérêt effectif de 8,0 %), payable en versements annuels de 3 450 000 \$ dû le 1er décembre 2026 et de 1 725 000 \$ dû le 1er décembre 2027	4 888	4 795
Solde de prix d'acquisition, d'une valeur nominale de 3 760 000 \$ US (5 343 000 \$; 7 520 000 \$ US, ou 10 475 000 \$, au 31 mars 2026), sans intérêt (taux d'intérêt effectif de 8,0 %), payable en versements annuels de 3 760 000 \$ US (5 343 000 \$) et venant à échéance le 31 mai 2027	4 979	9 959
Autre dette	—	29
Coûts de transaction non amortis (déduction faite de l'amortissement cumulé de 383 000 \$; 325 000 \$ au 31 mars 2026)	(345)	(149)
	130 424	120 896
Tranche courante de la dette à long terme	8 320	8 478
	122 104	112 418

^{a)} Au titre de la facilité de crédit, la Société dispose d'un montant maximal de 140 000 000 \$ qui peut, à certaines conditions et au gré des prêteurs, être augmenté jusqu'à 190 000 000 \$ aux termes d'une clause accordéon. Les prélèvements peuvent être faits en dollars canadiens ou en dollars américains pour un montant équivalent sous forme d'avances à taux préférentiel, d'avances au taux des opérations de pension à un jour (taux CORRA), d'avances au taux de financement à un jour garanti (taux SOFR) et de lettres de crédit pouvant atteindre 2 500 000 \$.

Les avances portent intérêt au taux préférentiel canadien ou américain, majoré d'une marge applicable allant de 0,75 % à 1,75 %, ou encore au taux CORRA ou au taux SOFR, majoré d'une marge applicable allant de 2,00 % à 3,00 %, selon le cas, pour les avances en dollars canadiens ou en dollars américains, respectivement. La marge applicable est établie en fonction de certains ratios financiers. Au 30 juin 2026, le taux d'intérêt effectif moyen pondéré était de 5,65 % (5,53 % au 31 mars 2026). À titre de garantie pour la facilité de crédit, Alithya a consenti une hypothèque de premier rang sur l'universalité de ses actifs, à l'exclusion de tout équipement loué et de la sûreté de premier rang en faveur d'Investissement Québec grevant les crédits d'impôt à recevoir pour le financement relatif aux crédits d'impôt remboursables.

La facilité de crédit vient à échéance le 1^{er} avril 2029 et peut être renouvelée pour des périodes supplémentaires d'un an, au gré du prêteur, étant entendu que la durée de la facilité de crédit ne peut jamais dépasser trois ans à une date donnée.

Au 30 juin 2026, le solde impayé au titre de la facilité de crédit comprend un montant de 54 002 000 \$ (47 362 000 \$ au 31 mars 2026) payable en dollars américains (38 000 000 \$ US; 34 000 000 \$ US au 31 mars 2026).

La Société dispose d'une facilité de crédit d'exploitation supplémentaire d'un montant maximal de 2 842 000 \$ (2 000 000 \$ US) portant intérêt au taux préférentiel américain majoré de 1,00 %. Le prêteur peut résilier cette facilité de crédit d'exploitation à tout moment. Il n'y avait pas de montant impayé au titre de cette facilité de crédit d'exploitation supplémentaire au 30 juin 2026.

b) Les prêts subordonnés non garantis contractés auprès d'Investissement Québec, d'un montant de 20 000 000 \$, viennent à échéance le 1^{er} octobre 2027 et sont renouvelables pour un an de plus au gré du prêteur. Ils portent intérêt à un taux variable correspondant au taux préférentiel canadien majoré d'une marge applicable allant de 3,21 % à 4,46 %. Les intérêts sont calculés et exigibles sur une base trimestrielle, en fonction de certains ratios financiers. Au 30 juin 2026, le taux d'intérêt effectif était de 7,66 % (7,66 % au 31 mars 2026).

a), b) Conformément aux modalités de la facilité de crédit et des prêts subordonnés non garantis, la Société est tenue de se conformer à certaines clauses restrictives financières, lesquelles sont mesurées sur une base trimestrielle. Au 30 juin 2026 et au 31 mars 2026, la Société respectait toutes ses clauses restrictives financières.

Le montant total de la dette à long terme a augmenté de 9,5 M\$ pour s'établir à 130,4 M\$ au 30 juin 2026, contre 120,9 M\$ au 31 mars 2026, ce qui découle principalement de prélèvements de 14,6 M\$ au titre de la facilité de crédit, compte tenu de l'incidence défavorable du taux de change du dollar américain de 1,2 M\$, principalement liés au remboursement de 5,2 M\$ au titre du solde de prix d'acquisition d'eVerge ainsi qu'aux divers besoins opérationnels de la Société, le tout partiellement contrebalancé par le remboursement du solde de prix d'acquisition d'eVerge susmentionné.

Au 30 juin 2026, la trésorerie s'établissait à 13,2 M\$ et un montant de 100,9 M\$ avait été prélevé au titre de la facilité de crédit et classé à titre de dette à long terme. À des fins de comparaison, au 31 mars 2026, la trésorerie s'établissait à 12,8 M\$ et un montant de 86,3 M\$ avait été prélevé au titre de la facilité de crédit et classé à titre de dette à long terme.

Le tableau suivant présente un rapprochement entre la dette à long terme et la dette nette¹⁾ :

Aux (en milliers de dollars)	30 juin 2026	31 mars 2026
	\$	\$
Tranche courante de la dette à long terme	8 320	8 478
Tranche non courante de la dette à long terme	122 104	112 418
Dette à long terme totale	130 424	120 896
Moins :		
Trésorerie	13 214	12 833
Dette nette	117 210	108 063

¹⁾ Il s'agit d'une mesure non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique 5 intitulée « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour une explication de la composition et de l'utilité de cette mesure non conforme aux IFRS.

La dette nette s'établissait à 117,2 M\$ au 30 juin 2026, soit une hausse de 9,1 M\$, ou de 8,5 %, par rapport à la dette nette de 108,1 M\$ constatée au 31 mars 2026, ce qui est attribuable à l'augmentation de la dette à long terme, comme expliqué ci-dessus, partiellement contrebalancée par l'augmentation de la trésorerie.

10.7. Obligations contractuelles

Alithya est tenue à divers engagements souscrits aux termes de modalités contractuelles qui comportent différentes dates d'expiration, principalement en ce qui concerne la location des locaux, les licences technologiques et les infrastructures. Se reporter à la sous-rubrique 11.7 du rapport de gestion d'Alithya pour l'exercice clos le 31 mars 2026 pour un aperçu de ces obligations à cette date. Il n'y a eu aucun changement significatif à l'égard des obligations contractuelles d'Alithya depuis le 31 mars 2026 hors du cours normal de ses activités.

10.8. Arrangements hors bilan

Alithya a recours au financement hors bilan pour répondre aux engagements d'exploitation ayant trait aux licences technologiques et aux infrastructures. Se reporter à la sous-rubrique 11.8 du rapport de gestion d'Alithya pour l'exercice clos le 31 mars 2026 et à la note 15 des états financiers consolidés audités annuels de la même période pour un aperçu de ces arrangements à cette date. Il n'y a eu aucun changement significatif à l'égard des arrangements hors bilan d'Alithya depuis le 31 mars 2026 hors du cours normal de ses activités.

11. Capital-actions

Dans le contexte de la discussion sur le capital-actions, Groupe Alithya inc. est appelé la « Société ». Le capital-actions d'Alithya est décrit en détail à la note 5 des états financiers du premier trimestre.

11.1. Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 9 septembre 2025, le Conseil a autorisé le lancement d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société, qui a par la suite été approuvée par la TSX. Aux termes de l'offre publique de rachat, la Société peut racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 5 939 183 actions à droit de vote subalterne, ce qui représente 10 % du flottant de la Société à la clôture des marchés le 2 septembre 2025.

Les rachats ont commencé le 12 septembre 2025 et prendront fin le 11 septembre 2026, ou à la date à laquelle la Société aura acquis le nombre maximal d'actions à droit de vote subalterne autorisé aux termes de l'offre publique de rachat ou à laquelle elle décidera de mettre fin aux rachats, selon la première de ces dates à survenir. Toutes les acquisitions d'actions à droit de vote subalterne sont effectuées dans le cadre d'opérations sur le marché libre, au cours en vigueur au moment de l'acquisition. Au même moment, la Société a conclu un régime d'achat automatique d'actions avec un courtier désigné relativement à son offre publique de rachat. Le régime d'achat automatique d'actions autorise le courtier désigné à acquérir, aux fins d'annulation, des actions à droit de vote subalterne au nom de la Société, tout en respectant certains paramètres de négociation établis, de temps à autre, par la Société.

Au 30 juin 2026, 3 328 472 actions à droit de vote subalterne avaient été rachetées et annulées dans le cadre de l'offre publique de rachat de la Société. Les actionnaires peuvent obtenir gratuitement un exemplaire de l'avis de l'offre publique de rachat, tel qu'il a été approuvé par la TSX, en communiquant avec la Société. Des 3 328 472 actions à droit de vote subalterne, 2 489 682 ont été achetées aux fins d'annulation pour une contrepartie en espèces de 3 972 000 \$ dans le cadre de la transaction liée à Datum.

12. Résumé sur huit trimestres

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les							
	30 sept. 2024	31 déc. 2024	31 mars 2025	30 juin 2025	30 sept. 2025	31 déc. 2025	31 mars 2026	30 juin 2026
Revenus	111 514	115 761	125 331	124 158	124 292	115 162	113 776	105 050
Coût des revenus	77 386	78 376	79 240	84 365	81 512	78 648	70 783	73 159
Marge brute	34 128	37 385	46 091	39 793	42 780	36 514	42 993	31 891
	30,6 %	32,3 %	36,8 %	32,1 %	34,4 %	31,7 %	37,8 %	30,4 %
Charges d'exploitation								
Charges de vente, générales et administratives	25 869	28 814	29 739	30 573	31 296	28 460	31 823	28 338
Coûts (recouvrement) d'acquisition, d'intégration et de réorganisation d'entreprises	549	(1 244)	(1 322)	2 047	(3 885)	(372)	6 294	761
Amortissement des immobilisations corporelles	1 102	1 168	1 158	1 065	978	668	788	628
Amortissement des immobilisations incorporelles	4 635	4 810	4 837	4 955	5 317	4 125	4 239	3 139
(Gain) perte de change	259	(687)	187	1 166	(469)	581	(604)	(927)
Dépréciation des immobilisations incorporelles et du goodwill	—	5 144	—	—	38 028	—	3 100	—
	32 414	38 005	34 599	39 806	71 265	33 462	45 640	31 939
Bénéfice (perte) d'exploitation	1 714	(620)	11 492	(13)	(28 485)	3 052	(2 647)	(48)
Charges financières nettes	1 502	2 372	2 636	2 840	2 126	2 339	2 164	2 290
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	—	—	—	—	—	—	—	167
Bénéfice (perte) avant impôts	212	(2 992)	8 856	(2 853)	(30 611)	713	(4 811)	(2 505)
Charge (recouvrement) d'impôts	482	724	813	(3 038)	350	37	3 866	(84)
(Perte nette) bénéfice net	(270)	(3 716)	8 043	185	(30 961)	676	(8 677)	(2 421)
(Perte de base diluée) bénéfice de base et dilué par action	—	(0,04)	0,08	—	(0,32)	0,01	(0,09)	(0,03)

Les écarts trimestriels dans les résultats d'Alithya sont principalement attribuables à la saisonnalité et aux cycles d'investissement des clients. Les revenus générés par les conseillers d'Alithya dépendent du nombre de jours ouvrables dans un trimestre donné; ce nombre peut varier en raison des vacances, d'autres congés payés et des jours fériés. Les cycles d'investissement dans les technologies de l'information des clients varient également selon la saisonnalité de leurs propres activités.

Dans l'ensemble, les fluctuations des revenus au cours de la période de huit trimestres sont attribuables à la croissance interne dans certains secteurs d'activité de l'entreprise et aux acquisitions d'entreprises des récents trimestres, contrebalancées par une réduction des revenus provenant de contrats gouvernementaux et la cession de Datum au quatrième trimestre de 2026. Les fluctuations des revenus sont également attribuables aux fluctuations des taux de change et le calendrier de mise en service des projets.

13. Estimations comptables critiques

L'établissement des états financiers consolidés résumés intermédiaires conformes aux IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur le montant présenté des actifs, des passifs, des revenus et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les estimations et leurs hypothèses sous-jacentes sont passées en revue à intervalle régulier. Les modifications d'estimations comptables sont comptabilisées à la période pendant laquelle elles sont apportées et dans les périodes futures concernées.

Les états financiers du premier trimestre ont été établis selon les méthodes comptables adoptées dans les derniers états financiers consolidés audités annuels, pour l'exercice clos le 31 mars 2026. Les méthodes comptables ont été appliquées de façon uniforme par toutes les entités de la Société.

14. Modifications aux normes comptables en vigueur pour l'exercice clos le 31 mars 2027

Les modifications suivantes aux normes existantes ont été adoptées par la Société le 1^{er} avril 2026 :

IFRS 7 et IFRS 9, Classement et évaluation des instruments financiers

En mai 2024, l'IASB a publié des modifications à IFRS 9, Instruments financiers et à IFRS 7, Instruments financiers : informations à fournir. Les modifications apportées aux normes précisent la date de comptabilisation et de décomptabilisation de certains actifs et passifs financiers et prévoient une nouvelle exception pour certains passifs financiers réglés au moyen d'un système de virements électroniques de fonds. En outre, elles clarifient la description des actifs financiers garantis uniquement par sûreté réelle et des instruments liés par contrat et élargissent le champ des informations à fournir à l'égard des instruments financiers dont les modalités contractuelles sont susceptibles d'avoir une incidence sur les flux de trésorerie et des instruments de capitaux propres classés dans les autres éléments du résultat global à leur juste valeur. Les modifications apportées à IFRS 7 et à IFRS 9 s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2026. L'adoption de ces normes, au début de la période intermédiaire, a été appliquée de façon prospective, conformément aux dispositions transitoires respectives. L'adoption de ces normes n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société pour la période close le 30 juin 2026.

15. Nouvelles normes comptables et interprétations publiées, mais non encore entrées en vigueur

À la date d'autorisation des présents états financiers consolidés, certaines nouvelles normes, modifications et interprétations, ainsi que certaines améliorations apportées aux normes existantes avaient été publiées par l'IASB, mais n'étaient pas encore en vigueur et n'ont pas été adoptées de façon anticipée par la Société. La direction prévoit que l'ensemble des prises de position pertinentes sera adopté pour la première période de présentation de l'information financière à compter de la date d'entrée en vigueur de chaque prise de position. Des précisions sur les nouvelles normes, modifications et interprétations ainsi que sur les améliorations aux normes existantes qui sont susceptibles d'avoir une incidence sur les états financiers consolidés de la Société sont détaillées ci-dessous :

IFRS 18, Présentation et informations à fournir dans les états financiers

Le 9 avril 2024, l'IASB a publié la nouvelle norme IFRS 18, *Présentation et informations à fournir dans les états financiers*, qui remplacera IAS 1, *Présentation des états financiers*.

IFRS 18 a principalement trait aux quatre éléments suivants :

- Nouvelles catégories et ajout de sous-totaux à inclure dans l'état du résultat net;
- Nouvelles exigences visant à améliorer le regroupement et la ventilation;
- Informations supplémentaires à inclure aux notes afférentes aux états financiers au sujet des indicateurs de performance définis par la direction;
- Améliorations ciblées de la présentation des flux de trésorerie en modifiant IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*.

IFRS 18 s'applique de façon rétrospective et entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2027. Une application anticipée est permise. La direction évalue actuellement l'incidence de la nouvelle norme comptable sur ses états financiers consolidés.

16. Risques et incertitudes

Alithya est exposée à plusieurs risques et incertitudes et est touchée par plusieurs facteurs qui pourraient avoir une incidence défavorable significative sur sa situation financière, son rendement financier, ses résultats d'exploitation, ses flux de trésorerie, ses activités ou sa réputation. Ces risques doivent être pris en considération au moment d'investir dans Alithya et peuvent, entre autres choses, entraîner un recul du cours des actions à droit de vote subalterne.

Ces risques et incertitudes comprennent notamment les facteurs énoncés à la rubrique intitulée « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2026, qui sont intégrés par renvoi aux présentes dans leur intégralité, ainsi que dans les autres documents publics d'Alithya, notamment ceux déposés auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières canadiennes et américaines et disponibles sur SEDAR+ et EDGAR.

17. Évaluation par la direction des contrôles et procédures de communication de l'information et du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Rapport de la direction sur les contrôles et procédures de communication de l'information

Il incombe à la direction d'établir et de maintenir des contrôles et des procédures de communication de l'information (« CPCI ») adéquats conçus de manière à fournir une assurance raisonnable que les informations importantes concernant la Société sont transmises au chef de la direction et au chef de la direction financière par d'autres personnes, en particulier pendant la période au cours de laquelle sont dressés les documents annuels et intermédiaires aux fins de dépôt, et que l'information devant être divulguée par la Société dans ses documents annuels et intermédiaires, ou encore dans d'autres rapports déposés ou soumis par la Société conformément aux lois sur les valeurs mobilières canadiennes et américaines, est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par ces lois et les règles y afférentes. L'efficacité de ces CPCI, au sens du *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs* (le « Règlement 52-109 »), adopté par les autorités canadiennes en valeurs mobilières, et des Règles 13a-15e) et 15d-15e) de la loi américaine intitulée *Securities Exchange Act of 1934*, en sa version modifiée, a été évaluée sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière de la Société, et avec leur participation, en date de clôture du dernier exercice de la Société, soit le 31 mars 2026. Sur la base de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que les CPCI de la Société étaient efficaces au 31 mars 2026.

Rapport de la direction sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière

Il incombe également à la direction d'établir et de maintenir des contrôles internes à l'égard de l'information financière (« CIIF ») adéquats, au sens du Règlement 52-109 adopté par les autorités canadiennes en valeurs mobilières et des Règles 13a-15f) et 15d-15f) de la loi américaine intitulée *Securities Exchange Act of 1934*, en sa version modifiée. Les CIIF de la Société sont élaborés sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière de la Société et mis en œuvre par les membres de la direction et d'autres employés clés dans le but de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers à des fins externes, en conformité avec les IFRS établies par l'IASB. L'efficacité des CIIF de la Société a été évaluée sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière de la Société, et avec leur participation, en date de clôture du dernier exercice de la Société, soit le 31 mars 2026, en fonction des critères établis dans le document intitulé *Internal Control – Integrated Framework (2013)* publié par le Committee of Sponsoring Organizations (COSO) de la Treadway Commission. Sur la base de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que les CIIF de la Société étaient efficaces au 31 mars 2026.

Limites à l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information et des contrôles internes à l'égard de l'information financière

La direction de la Société reconnaît que les CPCI et les CIIF, quelle que soit la qualité de leur conception et de leur fonctionnement, ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable que les objectifs de contrôle visés seront atteints. En raison des limites qui leur sont inhérentes, les CPCI et les CIIF ne peuvent pas prévenir ni détecter toutes les erreurs ou les inexactitudes en temps opportun.

Rapport de l'auditeur sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière

L'efficacité des CIIF au 31 mars 2026 a fait l'objet d'un audit par KPMG LLP (« KPMG »), le cabinet d'experts-comptables inscrit et indépendant de la Société. KPMG a exprimé une opinion sans réserve au sujet des CIIF de la Société au 31 mars 2026.

Modifications des contrôles internes à l'égard de l'information financière

Il n'y a eu aucune modification apportée aux CIIF de la Société qui a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence significative sur les CIIF de la Société au cours du trimestre clos le 30 juin 2026.